

Rapport économique

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **2 (1910)**

Heft 2

PDF erstellt am: **29.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

en augmentant les prix des produits industriels. Les hauts fonctionnaires et employés de l'Etat et des communes ont été indemnisés par leurs compagnons de classe actuellement au pouvoir. Tout ce monde a su charger sur les épaules des prolétaires contribuables les suites de la politique douanière de nos agrariens. Mais qu'est-ce qu'on a offert aux cheminots? Où veulent trouver, ceux qui n'ont ni fabrique, ni capital, ni boutique, ni commerce, l'équivalent de l'augmentation des prix des vivres? Admettons que les cheminots aient voté contre le tarif douanier, qu'ils ne soient pas d'accord que le plus clair des recettes de l'Etat soit sacrifié au militarisme. C'est possible.

Cependant, on n'arrivera pas à bout de la politique anti-sociale des classes dirigeantes en ne combattant cette politique qu'occasionnellement, c'est-à-dire seulement lorsque de grandes questions se décident. Il faut par une action de propagande et d'organisation ininterrompue réunir et instruire tous les éléments intéressés à une politique aux réformes vraiment sociales, puis il s'agit aussi de chercher à affaiblir la position des adversaires par une action partielle, une lutte de tous les jours. Nous ne citerons qu'un exemple, soit l'action contre les tendances des bouchers et des marchands de bétail qui veulent rendre plus difficile, sinon impossible, l'importation de la viande.

Il en est exactement de même pour le mouvement ou l'action syndicale des cheminots. Ici il s'agit non seulement d'appuyer de toutes forces les travailleurs de l'industrie privée qui cherchent à améliorer leurs conditions de travail, il faut encore contribuer à diminuer autant que possible le pouvoir du patronat.

La première action est nécessaire, parce que les salaires et les conditions de travail des cheminots dépendent directement des conditions générales, dans lesquelles les travailleurs de l'industrie privée sont placés. La seconde action est nécessaire, parce que chaque réduction du pouvoir du patronat produit également un affaiblissement de la résistance contre les revendications des cheminots.

Donc, *un examen objectif et sérieux de la situation nous amène à conclure que la tactique des organisations syndicales du personnel des chemins de fer ne peut différer de la tactique des travailleurs organisés de l'industrie privée dans les fédérations affiliées à l'Union suisse des fédérations syndicales.*

P..a.



Rapport économique.

On prévoit pour 1910 une saison favorable pour «*l'industrie des chaussures*», étant donné que les provisions étaient déjà presque épuisées en automne et que le mauvais temps qui a dominé la saison d'hiver a contribué à un fort accroissement de la demande de produits de ce genre.

A peine que cette situation s'est dessinée, de sorte que le public a pu s'en rendre compte, nos patrons „*tanneurs*“ s'entendent pour décréter une hausse des prix du cuir variant de 5 à 10 %. Mais il n'y a pas ici de professeur Speiser pour dénoncer cette augmentation très simple des profits comme un acte d'usurpation. M. le Dr Laur ne voit pas dans ce procédé un point de départ, une des causes de la hausse des prix des vivres et des loyers. Il ne trouve pas non plus que les maîtres tanneurs gagnent ainsi leur argent avec moins de peine que les paysans.

Tout cela n'entre en ligne de compte qu'au moment où ce sont des ouvriers qui forment des revendications.

Pourtant, on sait que la mauvaise marche des affaires pendant les deux dernières années et surtout les spéculations des fournisseurs de matières premières, ont placé en mauvaise posture les établissements les plus faibles de l'industrie textile, dans l'industrie horlogère, la fabrication des chocolats et même certains établissements de l'industrie des métaux.

On se souvient encore du scandale concernant la fabrique de chocolat «*Lucerna*» à Hochdorf; il y a aujourd'hui un cas analogue à éclaircir dans l'établissement Wächter-Oertmann à Altstetten. Même pour la grande fabrique de brodages B. Heine, S. A., à Arbon, il a été pendant un certain temps question de bilans peu corrects.

Il n'y a pas bien longtemps que les actionnaires et le conseil administratif de la fabrique d'aluminium à Neuhausen se tiraillaient à propos du paiement de dividendes qui ne correspondaient plus avec les résultats de l'entreprise.

La «*Motosacoche*» et la C^{ie} de l'Industrie électrique ont passé de mauvais quarts d'heures financiers et aujourd'hui la célèbre fabrique d'automobiles «*Ajax*» à Zurich annonce la suspension des paiements.

Ce sont là quelques faits qui prouvent bien que la situation de nos entreprises industrielles est autrement menacée par les capitalistes mêmes qui se mangent entre eux, que par les tendances de la classe ouvrière organisée.

C'est bien la situation ou les conditions générales créées par l'économie capitaliste qui pous-

sent certains chefs d'établissements à procéder à des opérations financières un peu obscures. Sur tous les établissements cités, l'organisation ouvrière n'a eu que peu d'influence jusqu'à présent.

Cependant, c'est l'*industrie textile*, ou plutôt la situation dans laquelle cette industrie est placée actuellement, qui fournira les meilleures preuves pour nos affirmations. On sait qu'en Suisse les travailleurs de l'industrie textile comptent parmi ceux qui travaillent aux plus bas prix et qui font généralement les plus longues journées. Malgré cela, il n'y a plus guère que les grandes fabriques qui peuvent se maintenir. Par contre, nous constatons qu'en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et au Danemark, où les travailleurs du textile jouissent de conditions de travail bien meilleures que celles de leurs camarades suisses, l'industrie textile se trouve dans une situation plus favorable, les entreprises paraissent plus solides que les établissements textiles en Suisse.

A part les meilleures conditions de travail qui augmentent la capacité productive de la classe ouvrière, il y a la *supériorité des installations techniques*, le perfectionnement de l'outillage et des machines qui contribue à une meilleure situation de l'industrie textile dans ces pays.

Dans le courant de l'année les fabricants suisses ont fait des efforts pour rattraper leurs concurrents à l'étranger qui les avaient devancé. Voici quelques renseignements que nous avons pu recueillir à ce sujet dans la presse ouvrière de la Suisse orientale.

St-Gall. Après la machine à broder automatique qui par sa supériorité productive a jeté l'inquiétude dans les rangs des ouvriers brodeurs, une nouvelle machine à découper, qui fonctionne déjà dans certaines fabriques, enlève le travail à un grand nombre d'ouvrières à domicile. La machine à découper revient à 10,000 fr., mais deux personnes produisent à l'aide de cette machine autant que dix ouvrières à domicile; on peut donc se faire une idée de la concurrence que cette machine fait aux travailleurs. L'introduction de la machine à découper supprime l'unique ressource à bon nombre de personnes ou de familles pauvres qui gagnaient leur vie par le découpage à la main.

Dans le N° 1 de la *Revue* (p. 12 et 13), nous avons publié des explications détaillées sur l'invention de M. Kœchlin de Bâle, concernant le perfectionnement technique des métiers de tissage. Dans le même article il fut question de la machine à broder automatique. Aujourd'hui, nous apprenons que M. Saurer à Arbon va bientôt arriver sur le marché avec une nouvelle machine à broder encore plus perfectionnée que celle de la fabrique à Plauen. Ensuite, la presse quotidienne a publié ces jours passés que la fabrique de machines à Ruti aurait reçu des com-

mandes pour 3600 métiers système Kœchlin, dont elle a acquis le brevet.

Ces innovations, qui pourraient être un bien dans une société où tous les moyens de production appartiennent à tous, ne peuvent avoir que des conséquences funestes dans une société capitaliste. Les grands établissements qui ont le moyen de se procurer les nouvelles machines et un appareillage technique plus perfectionné auront vite fait de dévorer quelques petits concurrents faibles qui doivent conserver leurs vieux outils et les anciennes machines, faute de capital. Les grands établissements mettront par centaine les travailleurs à la porte, les petites fabriques, dans une lutte désespérée contre les grands établissements, exploiteront d'autant plus leurs ouvriers que ceux-ci se présenteront nombreux pour demander du travail. Nous avons déjà reçu la nouvelle que la maison B. Heine & Cie, à Arbon, aurait congédié 150 ouvriers à la fois, soi-disant à cause du manque de travail et pourtant depuis la fin du lock-out en 1908, la production de l'établissement n'a cessé d'augmenter.

Quant à l'*industrie du coton*, on annonce une forte restriction de la production due aux spéculations éhontées des fournisseurs de coton brut. Les propriétaires de filatures se sont entendus internationalement pour procéder à une réduction de la production de 15 à 20%.

En même temps que les fabricants français, belges et autrichiens, les fabricants suisses ont pris leurs décisions à ce sujet et il en résulte que le 60% des bobines ne seront mises en activité que pendant 5 jours par semaine.

Jusqu'ici, personne ne s'occupe de savoir si pareille réduction de gain fait l'affaire des ouvriers ou non et ici il s'agit d'ouvriers qui sont déjà mal rétribués sans cela.

La *liberté du travail* comme nos patrons l'entendent, n'est atteinte que quand les ouvriers demandent une restriction ou exigent un arrêt de la production.

L'*industrie des moulins* est depuis quelque temps en danger chez nous. Les interventions du Conseil fédéral et le boycottage de quelques patrons boulangers n'ont pas empêché les farines allemandes de pénétrer en Suisse, pas plus que le tarif douanier. Maintenant, les farines allemandes ont conquis une forte position sur le marché suisse. En outre, la Russie et la Roumanie auraient fait d'importantes commandes de machines pour moulins auprès des fabriques de machines en Autriche, en Allemagne et en Suisse.

Nous ne savons pas encore dans quelle mesure nos fabriques de machines pour moulins ont profité de ces commandes, mais ce qu'il y a de certain, c'est que d'ici quelques années,

non seulement l'Allemagne, la Russie et la Roumanie auront perfectionné leurs moyens de production, mais il se pourrait que la Hongrie et l'Égypte n'exportent que du blé moulu, c'est-à-dire des farines.

Dans ce cas, il se pourrait que la plupart des moulins en Suisse soient bientôt arrêtés par la supériorité de la concurrence étrangère, si non par la supériorité des installations techniques, du moins par leur position plus favorable au point de vue de l'accès de la matière première.

Notre industrie des machines joue un rôle assez singulier dans ce procès économique. Cette industrie doit s'efforcer de construire des moyens de production toujours plus nombreux et mieux perfectionnés. Comme le marché national est incapable d'absorber sa production, elle lance ses produits sur le marché mondial, et contribue ainsi, comme nous le constatons, par exemple pour les machines de l'industrie textile, à livrer une branche industrielle après l'autre à la concurrence étrangère.

La *politique douanière* qui devait protéger la production nationale et, en même temps, fournir à l'État les sommes nécessaires pour l'entretien du militarisme, cette politique n'a rempli jusqu'ici que la seconde partie de son but. Quant à la première partie, elle a eu plutôt un effet contraire. Les États-Unis et l'Angleterre ont répondu au nouveau tarif douanier suisse par une augmentation au moins équivalente des droits d'entrée sur les montres, le chocolat et les produits textiles de provenance suisse. Aujourd'hui, c'est la Belgique qui augmente les taxes douanières pour la soie, de telle façon que notre *industrie de la soie* devra s'en ressentir péniblement.

Tous ces phénomènes nous indiquent pourtant bien nettement qu'il ne faut pas chercher dans le camp ouvrier ceux qui ébranlent l'économie nationale, ceux qui ruinent l'industrie du pays.

Les améliorations ou perfectionnements techniques des moyens de production, au lieu d'être un bien pour la société humaine, en lui apportant bonheur, bien-être et liberté, tournent en malédiction pour les travailleurs qui perdent leur emploi sans participer au profit de l'augmentation de la production.

En même temps, il y a la spéculation des grands capitalistes, des propriétaires des sources de matières premières qui déchaîne une concurrence monstrueuse entre industriels, qui appelle les crises et impose aux fabricants, à un moment donné, une réduction immédiate de la production. Ici encore, ce sont les travailleurs qui trinquent le plus souvent quand une entreprise industrielle tombe, victime de la spéculation.

Puis, la protection douanière, au lieu de la protéger, expose l'industrie d'un pays aux pires dangers et c'est encore la classe ouvrière qui en subit les conséquences funestes plus que toutes les autres classes.

Voyons un peu les capitalistes; ceux-là n'ont guère souffert par la crise des deux dernières années. Les chiffres suivants sur le rendement de nos banques le prouvent.

Banques :	Dividendes en		
	1907	1908	1909
	%	%	%
Schweiz. Volksbank Bern	5,5	5,5	5,5
Volksbank Interlaken	8,0	6,0	6,5
Spar- und Leihkasse Meiringen	7,0	7,0	7,0
Toggenburger Bank	7,0	7,0	7,0
Bank in Zofingen	6,0	6,0	6,0
Berner Handelsbank	5,0	5,0	5,0
Spar- und Leihkasse Steckborn	7,0	7,0	7,0
Leihkasse Enge Zürich	6,0	6,0	6,0
Gewerbebank Zürich	5,0	5,5	5,5
Caisse populaire Lausanne	7,0	8,0	8,0
Crédit Foncier Neuchâtelois	4,8	5,2	5,6
Banca popolare ticinese Bellinzona	9,0	8,5	8,5
Eidgen. Bank A.-G. Zürich	7,0	7,0	7,0
Banque cantonale vaudoise	7,2	7,5	7,5
Depositenbank Zürich	8,0	8,0	8,0
Bank in Langenthal	6,0	6,0	6,0
Spar- und Leihkasse Huttwil	6,5	7,0	7,0
Volksbank Zweisimmen	—	—	5,0
A.-G. Leu & Cie. Zürich	6,0	6,0	?
Comptoir d'Escompte Genève	9,0	9,0	9,0
Bank à Ragaz	7,0	7,0	7,0
Hypothekbank Winterthur	6,0	6,0	6,0

Ce sont là déjà 22 banques, dont les rendements pour l'exercice 1909 sont connus.

Notre comparaison montre que si leurs rendements ne paraissent pas encore exorbitants, dans tous les cas ils ne sont pas à mépriser et de la crise — pas de trace. Au contraire, la plupart des chiffres de dividendes ont encore augmenté.

Ainsi, nous constatons que si les établissements ou entreprises industrielles se trouvent menacés, c'est grâce aux transformations techniques et aux spéculations financières de ceux qui possèdent ou les matières premières ou le capital-argent. Les ouvriers, qui n'en sont pour rien dans ces procès économiques, ne subissent que les pires conséquences de cette situation, pendant que les capitalistes tirent leurs bénéfices, malgré les crises et que la plupart des patrons se portent bien, malgré les soucis de la concurrence.

Dans notre prochain rapport, nous examinerons un peu la situation de l'État et spécialement celle des entreprises industrielles.

